La mairie de Perpignan condamne les accusations de l?opposition sur l?utilisation de cabinets de conseil privés

Ville de Perpignan | 02-10-2024 | 17:07



Mairie de Perpignan

La mairie de Perpignan a publié un communiqué en réponse aux accusations formulées par une partie de l?opposition municipale suite à la publication du rapport de la Chambre Régionale des Comptes d?Occitanie (CRC). L?opposition avait exprimé ses inquiétudes quant à l?utilisation de cabinets de conseil privés par la municipalité, suggérant d?éventuelles irrégularités dans la gestion des ressources publiques.

Selon le communiqué, la mairie de Perpignan considère que ces accusations n?ont d?autre but que de discréditer l?institution et ses agents, alors que le rapport de la CRC n?a détecté aucune irrégularité. L?équipe municipale affirme que les dépenses relatives aux cabinets de conseil représentent moins de 0,60% du budget municipal des cinq dernières années et que tous les services ont été contractés conformément aux procédures légales de passation de marchés publics.

« Nous condamnons fermement ces actions de dénigrement et de remise en question gratuites », indique le communiqué, soulignant que le rapport du CRC est un document public qui ne dépend d?aucun élu de l?opposition pour sa diffusion ou son interprétation. De plus, la mairie a exprimé sa volonté d?engager des actions en justice contre ceux qui, selon elle, instrumentalisent la situation à des fins politiques.

L?équipe municipale estime que l?attitude de l?opposition est le résultat de sa déception de ne pas avoir trouvé d?irrégularités dans la gestion de la ville. Par conséquent, elle rejette toute tentative de faire croire qu?il y a des éléments délictueux dans la passation des contrats avec les cabinets de conseil, en précisant que les entreprises ont contribué à optimiser les politiques publiques de la ville.

La mairie de Perpignan insiste sur son intégrité et sur le sérieux de ses agents, et accuse l?opposition de vouloir se substituer au rôle de la Chambre Régionale des Comptes. « Ces accusations gratuites et cette instrumentalisation sont intolérables ! », conclut le communiqué.

Autor: Rédaction